

LA LETTRE MENSUELLE

AGAUREPS-Prométhée

N° 80 - Mai 2011

L'AGAUREPS-Prométhée (Association pour la Gauche Républicaine et Sociale – Prométhée) met en place une Lettre mensuelle destinée à diffuser l'information auprès d'un plus large public.

Sommaire

« Décryptage des principaux enseignements des Cantonales »

Texte de Francis DASPE

Brèves d'Avril 2011

Agenda de l'AGAUREPS-Prométhée

Une fiche d'adhésion (facultative mais conseillée...) pour 2011

ASSOCIATION POUR LA GAUCHE REPUBLICAINE ET SOCIALE – Prométhée

Chez Francis Daspe - 36 cours des Fossés Appt B 3 - 33 210 LANGON

Courriel : contact@agaureps.org

Site internet : www.agaureps.org

Si vous ne souhaitez plus recevoir la Lettre du mois de l'AGAUREPS-Prométhée, veuillez l'indiquer à l'adresse suivante :
contact@agaureps.org

Décryptage des principaux enseignements des Cantonales

Les élections cantonales des 20 et 27 mars 2011 ont finalement livré un verdict dont le décryptage des grandes lignes n'est pas pour une fois si difficile que cela à effectuer. Pourtant les tentatives afin de brouiller les pistes n'ont pas manqué ; elles ont eu même tendance à proliférer. La plus grotesque et la plus pathétique de ces manœuvres a sans aucun doute été celle du nouveau ministre de l'Intérieur en personne. En effet, au soir du premier tour, Claude Guéant tentait de nous expliquer en détournant, manipulant, reconfigurant et trafiquant allègrement les chiffres que la majorité gouvernementale avait bien résisté (sic !). Alors que les faits indiquaient strictement l'inverse...

Le premier enseignement concerne **le fort taux d'abstention**. Les Français ont manifesté un très vif désintérêt pour ces élections de proximité que sont les cantonales¹. Il est possible d'avancer des raisons tout à fait recevables comme la volonté délibérée du gouvernement de réduire les enjeux purement politiques de ces élections, l'absence de campagne publique incitant à s'inscrire sur les listes électorales puis à aller voter, le fait que pour une fois ces cantonales n'aient pas été couplées avec d'autres élections. Mais aucune séparément ni toutes assemblées ne sauraient valablement fournir des explications convaincantes rendant compte de la désertion en masse des urnes par les citoyens français.

Une remarque prend une importance particulière pour espérer prendre la mesure du phénomène. Cette fois-ci, l'abstention n'a pas concerné uniquement les milieux populaires des quartiers urbains dits sensibles traditionnellement touchés. Des zones rurales et des quartiers chics ont également déserté les urnes. Il s'agit là d'une nouveauté à ne pas négliger, s'ajoutant au marronnier stigmatisant l'insuffisante capacité des discours politiques à mobiliser les classes populaires aux enjeux politiques fondamentaux².

Les tentatives d'explication de cette grande désaffection civique doivent prendre également en compte le manque de diversité d'une offre politique dont le relais médiatique donne l'impression qu'il n'existe pas d'alternative possible. Autrement dit, une déclinaison de la tyrannie de la seule politique possible et de la pensée unique qui n'ont pour effet que de créer à long terme une très grande désespérance.

¹ Se reporter ci-dessous à la Brève de Francis DASPE intitulée « La proximité et ses contradictions ».

² Se reporter ci-dessous à la Brève de Francis DASPE intitulée « Utiliser un langage simple pour le peuple ou faire appel à son intelligence... ».

Le **Front National est présenté comme le grand vainqueur de ces élections**. Il a fortement progressé alors que le vainqueur des présidentielles de 2007 se vantait d'avoir grandement asséché le potentiel d'électeurs de l'extrême droite. En fait, rien de tout cela. Le nombre de candidats du Front National présents au second tour a connu une croissance exponentielle, éliminant par voie de conséquence nombre de candidats de l'UMP³.

Cela démontre bien qu'on ne peut pas jouer impunément avec le feu en agitant à des fins politiques les idées nauséabondes de l'extrême droite en fonction de stratégies peu reluisantes. Les apprentis sorciers de la droite décomplexée ont payé le prix de leurs coupables égarements. Le danger existe de banaliser les idées xénophobes et racistes dès lors que la droite que l'on voudrait pouvoir nommer sans hésitation de modérée accorde droit de cité à des débats forts éloignés des valeurs républicaines. Cette droitisation outrancière d'une grande partie de l'UMP dans le sillage d'un Président de la République aux abois en quête de réélection fait le lit du Front National plutôt que de procéder à son assèchement.

Au final, s'insinue de manière insidieuse dans les esprits que le Front National est un parti comme les autres. Cette stratégie visant à octroyer à ce parti une plus grande respectabilité rencontre les efforts réalisés par Marine Le Pen qui pourrait si l'on n'y prenait garde parvenir à faire oublier qu'elle est la fille de son père pour mieux préserver son héritage.

En dépit des dénégations de ses principaux leaders, **la droite a subi une très lourde défaite**. A tel point que les termes de déroute ou de raclée ont été très souvent utilisés pour qualifier la situation. Quatre ans de sarkozysme débridé ont transformé la droite en champ de ruines. Le désaveu des Français à l'égard de la politique menée sans aucune retenue, avec une grande arrogance, est net et sans appel. La politique de casse sociale et de classes est irrémédiablement rejetée. Ceux qui avaient voulu croire aux promesses de campagne du candidat Sarkozy sont totalement désabusés. Il devient difficile de croire en écoutant les réactions des Français que 53% des électeurs français aient pu voter pour Nicolas Sarkozy en 2007 tant ce dernier a atteint une côte de désamour absolument prodigieuse. Les sondages ne font en réalité que confirmer le ressenti en provenance du terrain.

L'UMP a perdu un nombre considérable d'électeurs depuis 2007, tant en valeur absolu qu'en valeur relative. Il est vrai, et c'est un secret de polichinelle, que la droite avait misé sur une très faible participation pour limiter en valeur relative leur prévisible échec. Ce stratagème a été finalement déjoué : une partie de l'électorat de droite, désorienté par les outrances d'une politique qui part clairement à vau-l'eau, ne s'est pas mobilisée et ne s'est pas rendue aux urnes. C'est dire le piteux état dans lequel se trouve cette droite triomphante pleine de morgue il y a encore quelques années !

³ Se reporter ci-dessous à la Brève de Sylvie ERBANI intitulée « Quelle analyse faire du score du Front National ? »

Ce qui le prouve d'autant est que la disposition votée en vue de limiter le nombre de triangulaires au second tour s'est retournée contre ses auteurs : c'est en quelque sorte l'arroseur arrosé. La barre pour se maintenir au second tour avait été relevée à 12,5% des inscrits. L'objectif avoué était d'empêcher bon nombre de candidats du Front National qui seraient arrivés en troisième position de se maintenir. En fin de compte cette disposition a certes limité le nombre de triangulaires, mais au détriment très souvent du candidat UMP qui n'a pu se qualifier pour le second tour, ayant été devancé par le candidat de gauche et celui de l'extrême droite. La droite a expérimenté à son détriment les rigueurs d'un effet boomerang mal maîtrisé.

Une débâcle de la droite signifie mécaniquement une victoire du camp opposé, la gauche en l'occurrence, et plus particulièrement de la principale force de celle-ci. Pour indiscutable qu'elle soit, **la victoire du Parti socialiste n'en est pas moins relative et en demi-teinte**. Les gains en sièges ont été moindres que ne pouvait le laisser croire l'effritement de la droite. Le nombre de Conseils généraux conquis est en deçà des espérances formulées ou secrètement projetées avant le scrutin. Pas suffisant en tout cas pour espérer faire changer la majorité aux prochaines élections sénatoriales. Cependant le Parti socialiste reste la première force politique au niveau local, avec un risque de se satisfaire d'une sorte de « socialisme municipal ».

Le défi qui s'offre au Parti socialiste consistera à transformer ces succès locaux à répétition en victoire aux prochaines échéances nationales de l'année 2012. L'opération n'est pas aisée. Elle touche bien évidemment au caractère présidentieliste des institutions de la V^e République peu conforme aux traditions historiques de la gauche⁴. Mais il y aura des questions internes à élucider : celles du contenu programmatique et des alliances⁵. La tâche s'avèrera sans nul doute ardue.

Les résultats obtenus par **Europe Ecologie/Les Verts sont marqués du sceau d'une ambiguïté notable**. Ils sont finalement plus difficiles à appréhender. On pourrait conclure en toute logique à un net recul comparativement aux résultats obtenus lors des dernières consultations électorales, les Européennes de 2009 et les Régionales de 2010. Ils ont été en outre dépassés par le Front de Gauche. Il serait peut-être plus pertinent de mettre parallèlement en évidence un phénomène inverse de renforcement. Cet apparent paradoxe exige explications.

Les élections européennes et régionales sont des élections particulières dans le sens où il s'agit de scrutins à la proportionnelle ou/et se fondant sur des ressorts territoriaux larges. Ces deux caractéristiques permettent d'atténuer le manque d'ancrage local et l'insuffisance de l'assise populaire de la mouvance écologiste. Par conséquent il nous semble que les résultats obtenus lors de ces cantonales sont plutôt honorables, en tout cas sont le signe d'une progression et d'une meilleure structuration. Mais il faut cependant convenir que le chemin reste encore long pour s'extirper de la situation quelque peu « hors sol » dans laquelle Europe Ecologie/Les Verts se trouve à ce jour. Le parti pris de

⁴ Se reporter ci-dessous à la Brève de Thierry DONGUAT intitulée « Présidentielles et Législatives : pour une nouvelle articulation ».

⁵ Se Reporter ci-dessous aux Brèves de Sylvie ERBANI et de Thierry DONGUAT respectivement intitulées « Clarifier la question des clivages au sein de la Gauche » et « Front de Gauche ou Front de la Gauche ? ».

s'affranchir de la règle du désistement républicain à gauche ne contribuera certainement pas à améliorer la situation : elle tendra plutôt à brouiller les repères et à obscurcir une identité déjà sujette à caution en raison de positionnements complexes ou mal perçus⁶.

La percée de l'alliance électorale que constitue le Front de Gauche est à remarquer. Il atteint globalement un score à deux chiffres. C'est un progrès significatif qui le positionne comme la deuxième force à gauche, profitant du manque d'enracinement territorial et militant de la mouvance écologiste. Plusieurs raisons peuvent être avancées pour expliquer cette percée que les décomptes partisans du ministère de l'Intérieur, s'appuyant sur la diversité des composantes et des situations locales de cette jeune alliance, n'ont pu totalement estomper.

Tout d'abord il faut noter un double enracinement aux évolutions parfois opposées. Le Parti communiste conserve des places fortes ; la dynamique unitaire du Front de Gauche lui a permis d'enrayer une érosion qui remontait la plupart du temps à deux ou trois décennies de cela. Le Parti de Gauche bénéficiait également de positions en forme d'héritage obtenues de la période socialiste d'une partie de leurs adhérents. Ce capital politique, dont des élus sortants disposaient jusqu'à présent, a eu tendance à s'effriter sans pour autant que les personnes aient changé ou que leur crédibilité locale s'en soit trouvée altérée. Cela pose la délicate question de l'étiquette comme seul sésame dans un contexte de bipartisme croissant et d'incitation médiatique forcenée au vote utile⁷. Si à droite le label UMP a fortement pâli au point que la majorité des candidats aient bien pris soin de masquer leur appartenance à ce parti ou leur proximité avec le Président de la République, il n'en est pas de même à gauche. Le label PS permet encore à la quasi-totalité qui s'en prévaut de se voir garanti un matelas non négligeable de suffrages nonobstant leurs qualités.

Un dernier élément peut contribuer à expliquer le bon score du Front de Gauche, tout en conduisant à en relativiser quelque peu la portée. L'obligation de présenter un ticket de candidats à parité de genre composé d'un titulaire et d'un remplaçant a limité le nombre de candidatures, et par voie de conséquence la dispersion des voix. Le Front de Gauche, en raison de sa diversité et de son ancrage territorial, a eu moins à souffrir de la difficulté à trouver des candidats. Par conséquent il a été un des bénéficiaires du rétrécissement de l'offre politique à l'occasion de ces élections cantonales. Il conviendra d'être conscient que la multitude prévisible de candidatures, à gauche comme à droite, en dépit de l'obstacle des 500 parrainages qui risque de se révéler plus compliqué à franchir, offrira aux présidentielles de l'an prochain un espace politique plus restreint ou à tout le moins plus délicat à conquérir.

Francis DASPE - Avril 2011

⁶ Se reporter ci-dessous à la Brève de Thierry DONGUAT intitulée « Qu'y a-t-il de républicain dans les pratiques d'entre-deux-tours ? ».

⁷ Voir ci-dessous à la Brève de Sylvie ERBANI intitulée « Des sondages au vote utile à la défaite politiques des idées de gauche ».

Quelle analyse faire du score du Front National ?

Nous pouvons adopter plusieurs attitudes plus ou moins contradictoires face aux scores obtenus aux Cantonales par le Front National. On pourrait en exagérer l'ampleur des suffrages qui se sont portés sur les candidats soutenus par Marine Le Pen. Certains le font pour agiter un épouvantail bien commode pour ne pas avoir à parler de leurs propres responsabilités, avec des intentions non dénuées d'arrière-pensées. D'autres tentent de minimiser les résultats du Front National, autant pour se rassurer que dans un déni de réalité, en sous-estimant la nocivité de telles idées fondées sur la haine et l'exclusion de l'autre. Evitons de tomber dans l'un ou l'autre de ces excès. Comme dans un troisième qui serait de caricaturer le vote Front National, sans distinguer électeurs occasionnels, électeurs convaincus et cadres dirigeants.

Le vote Front National a été principalement un vote défouloir. Les candidats étaient souvent des parachutés qui ont bénéficié de plusieurs facteurs favorables. Tout d'abord, un âge majoritairement situé aux deux extrémités de l'échelle, soit très jeune soit au contraire assez élevé, qui ne donnait pas l'impression d'une volonté purement électoraliste mais d'un simple témoignage d'un mécontentement pas assez pris en considération. Cette perception a alimenté un vote défouloir en ayant l'impression de ne pas faire courir le risque d'une élection d'un candidat reconnu comme appartenant à un parti jugé dangereux dans la plupart des cas. Ensuite, le soutien de Marine Le Pen délibérément mis en exergue dans les documents officiels de campagne visait à transformer ces élections en une préparation aux prochaines présidentielles.

Occulter la dimension sociologique du vote FN serait une erreur. Si l'assise populaire existe toujours et a parfois eu tendance à se renforcer, il y a eu un élargissement des bases sociologiques. Peut-être faut-il mettre cela en relation avec l'effort réalisé afin de donner une plus grande respectabilité à la candidate du Front National pour 2012. L'entreprise relève pourtant davantage du marketing politique que de la réalité : si les dérapages et autres provocations verbales diminuent dans les discours officiels, le fond en reste globalement identique et inchangé. Ne nous laissons pas abuser par des plans de communication savamment orchestrés.

Sylvie ERBANI - 25 / 03 / 2011

Utiliser un langage simple pour le peuple ou faire appel à son intelligence...

A chaque poussée significative de l'abstention, il revient de manière mécanique une critique sur le langage utilisé par les politiques. Ceux-ci seraient dans l'incapacité de s'adresser aux citoyens de base de manière efficace et pertinente. L'argument est bien connu : le langage utilisé est trop intellectualisé et pas suffisamment adapté aux préoccupations de la grande masse de la population. Il faudrait user d'un discours plus simple. Bien entendu ceux qui affirment cela sont intimement persuadés d'être les seuls capables de se mettre au niveau du peuple...

Il n'y a pas plus grande suffisance que de camper sur une telle posture. A l'usage on observe que les donneurs de leçons sont loin d'être les plus efficaces pour trouver les mots justes afin de remobiliser les citoyens. Car c'est oublier que le militantisme politique est affaire avant tout de pédagogie. L'utilisation d'un discours simpliste rebute au contraire les personnes à qui il est sensé s'adresser de manière ciblée : chacun d'entre nous, quel que soit son niveau intellectuel supposé, exècre les brusques accès de condescendance et de compassion qui ne sont rien d'autre que la version soft du mépris social.

Il est préférable au contraire faire appel à l'intelligence de ses interlocuteurs. Le travail de conviction politique est fondamentalement une question d'éducation populaire qui n'est pas synonyme d'abaissement du débat. Bien au contraire. L'exemple le plus éclairant réside dans la campagne référendaire de 2005 sur le traité constitutionnel européen. Les citoyens s'étaient appropriés les débats, lisant et commentant un texte extraordinairement compliqué et complexe, participant aux nombreuses réunions publiques qui allaient au fond des choses, pour finalement venir en masse voter le 29 mai 2005.

Il faut croire que la citoyenneté éclairée et implicite est une construction exigeante récusant toutes les facilités et les renoncements. C'est l'honneur de l'action politique : l'oublier revient à se condamner à être inaudible sans en comprendre les raisons profondes.

Francis DASPE - 29 / 03 / 2011

Qu'y a-t-il de républicain dans les pratiques d'entre-deux tours ?

Les élections constituent un rite républicain incontournable dans toute démocratie digne de ce nom. Les pratiques effectuées lors d'élections doivent donc recevoir la labellisation certifiée « républicaine ». C'est ainsi qu'à l'occasion des cantonales on a assisté à une floraison de pratiques se voulant toutes plus républicaines les unes que les autres. La confusion et l'amalgame n'ont pas aidé à mieux comprendre le fond des questions posées et les enjeux réels. On a abondamment parlé tour à tour de désistement républicain, de front républicain ou de barrage républicain sans savoir toujours de quoi il en retournait véritablement.

Face à la montée du Front National et à la qualification pour le second tour de nombre de ses candidats, des voix, situées généralement de tous bords, ont appelé à la constitution d'un front républicain. D'autres se contentaient de parler de barrage républicain. Au-delà des mots, c'est à la signification et aux implications concrètes de chacune de ces deux options qu'il faille s'attarder.

L'expression de front républicain semble inappropriée pour traiter la plupart des situations. Dans les plupart des cas le candidat d'extrême droite n'est pas en mesure de rassembler une majorité politique susceptible de lui permettre d'être élu. Un front républicain pourrait faire croire le contraire en dramatisant à l'excès la situation. Il peut laisser supposer un accord au moins minimal sur le fond entre des camps que des conceptions divergentes de l'économie et de la société devraient séparer dans le cadre d'un débat démocratique. Il s'agit au contraire par un simple vote d'empêcher un candidat aux antipodes des valeurs républicaines d'être élu. L'heure n'est tout de même pas à sonner le tocsin en vue d'une union nationale.

Le terme barrage républicain est suffisant dans cette optique, celui de front républicain renvoyant à d'autres objectifs contournant un peut trop facilement la réalité des clivages gauche droite. Barrage républicain signifie que rien ne sera fait pour faciliter l'élection d'un candidat du Front National : pas question non plus de renvoyer dos-à-dos les deux candidats en lice par des discours tendancieux et équivoques. En votant Jacques Chirac en 2002, je n'ai jamais demandé en contrepartie à celui-ci de mener une politique qui aurait été un mixage des idées de l'ensemble de ses électeurs du second tour, à savoir des idées de gauche et des idées de droite dans une vague politique « d'union sacrée et de réconciliation nationale ».

Le désistement républicain, traditionnel à gauche, consiste à se retirer et à appeler à voter pour le candidat de gauche le mieux placé. Il a subi de nombreuses entorses, surtout de la part des candidats de Europe Ecologie/Les Verts, parfois de candidats du Parti socialiste. Le calcul est évident : c'est permettre aux électeurs de droite et d'extrême droite de pouvoir inverser les hiérarchies à gauche définies au premier tour par les seuls électeurs de gauche. En faisant cela, on accorde une fonction d'arbitre aux adversaires de la gauche. Une des conséquences immédiates sera un recentrage des programmes portés par les candidats de gauche lorgnant sur les voix de droite au second tour. Dans ces conditions les chances d'élaboration d'une véritable politique alternative à la mondialisation libérale se réduisent nettement. D'autres estiment que la stratégie souvent employée par les écologistes consiste à faire table rase d'un passé ouvrier enraciné dans l'histoire de la gauche.

Thierry DONGUAT - 03 / 04 / 2011

Présidentielles et Législatives : pour une nouvelle articulation

Sitôt terminées les cantonales, voilà que les regards se tournent déjà spontanément vers les présidentielles de l'an prochain. En oubliant ou en occultant les législatives qui suivront immédiatement. La perspective n'est pas neutre : elle traduit le triomphe de la personnalisation à outrance de la vie politique, voire d'une vulgaire « peoplisation ». Et la relégation au second rang des débats d'idées argumentés et des projets de société construits, jugés moins attractifs en terme d'audience.

On ne dira jamais assez à quel point une décision prise par le gouvernement Jospin en 2002 a puissamment concouru à cette dérive à l'américaine de la vie politique française : l'inversion du calendrier électoral qui avait repoussé les élections législatives après la tenue des élections présidentielles. Il n'est pas vraiment exagéré de dire qu'une mesure présentée comme logique par ses initiateurs et perçue comme anodine par la majeure partie de la population a en réalité correspondu à un véritable changement de constitution.

La réhabilitation du débat politique fondé sur des projets clairs passe par une nouvelle articulation entre ces deux principales élections de portée nationale. Elle peut aller jusqu'à proposer une VI^e République.

Thierry DONGUAT - 12 / 04 / 2011

Clarifier les clivages au sein de la Gauche

La Gauche doit remporter dans les mois à venir le combat de la crédibilité. Pour y parvenir dans les plus brefs délais, il lui faudra procéder à quelques clarifications indispensables. Des clarifications sur le fond et en son sein, qui auraient l'avantage de dissiper quelques malentendus freinant sa force de mobilisation. C'est à ce prix qu'elle pourra être en capacité de proposer une véritable alternative programmatique. Des clivages existent et doivent donc être tranchés. Nous en retiendrons trois dans des domaines variés.

Aucune alternative ne peut être viable sans opposition claire et sans ambiguïté au principe de concurrence libre et non faussée. Le clivage relatif au débat de 2005 sur le traité constitutionnel européen est incontournable et indépassable. Le vote non majoritairement exprimé à l'occasion du référendum du 29 mai 2005 fut invalidé par l'adoption en catimini du traité de Lisbonne, dans le dos des citoyens par la voie parlementaire (rappelons qu'en 2005 plus de 80% des parlementaires étaient favorables au oui tandis que 55% des électeurs dirent non...), fut un véritable scandale. S'affranchir des rigueurs de la concurrence libre et non faussée est la seule solution pour parvenir à lutter contre toutes les formes de dumping qui réduisent à néant la souveraineté des peuples en matière économique : social, fiscal, environnemental, douanier ou monétaire. Agir contre les délocalisations industrielles passe également par cette exigence.

Une autre répartition des richesses doit être élaborée, en totale contradiction avec ce qui s'est fait depuis le tournant libéral de 1983 en France. On sait que depuis cette date plus de 10% de la richesse nationale sont passés des revenus du travail à ceux du capital. Le but sera simple : inverser la tendance pour rendre aux salariés ce qui leur a été confisqué au bénéfice des marchés financiers. C'est possible, à condition qu'une double opération soit menée de concert : des mesures en aval du processus de production certes, mais aussi des changements significatifs en amont. En aval, c'est bien entendu le rôle de redistribution des richesses attribué aux mesures fiscales et aux transferts sociaux qui doit retenir notre attention. En amont, et c'est trop souvent négligé, il s'agit de modifier en profondeur les structures de production et d'instaurer une législation volontariste limitant les écarts de revenus.

La question des alliances sera cruciale. Elles devront se faire exclusivement à gauche, mais sans exclusives à l'égard de certaines sensibilités dès lors qu'elles font part de leur vo-

lonté de participer à la transformation politique et sociale du pays par des voies démocratiques. Mais soyons clairs dès à présent : il n'est pas question non plus de lorgner en direction d'une sorte de Gauche plurielle bis... Aussi bien en terme de contenu programmatique que de configuration ou de périmètre.

Sylvie ERBANI - 10 / 04 / 2011

Des sondages au vote utile et à la défaite politique des idées de gauche

Les sondages, sensés éclairer l'opinion publique de la situation politique à un instant précis, sont devenus le plus sûr moyen de manipuler les citoyens. Ils suscitent les débats, orientent les réactions, construisent un prêté à penser, bien plus qu'ils ne livrent un état objectif des réalités politiques, ce qui devrait être en principe leur raison d'être. Un des ressorts les plus puissants des sondages est leur manque de rationalité : ils surfent sur l'émotion et la superficialité de questions tronquées.

Aujourd'hui, les sondages ne cessent de pousser à un bipartisme restrictif et à inciter au vote prétendument utile. Le vote utile donne la priorité à la notion de stratégie, voire de posture tactique, au détriment des convictions profondes portées par chacun. Ceux qui annoncent vouloir se conformer au vote utile le justifient grosso modo en ces termes : « je voterais bien pour quelqu'un d'autre dont les idées me sont plus proches, mais finalement je voterai pour celui-ci même si ses idées me correspondent un peu moins ». Dans ces conditions le vote utile devient un vote futile. Les convictions deviennent dans cette configuration absolument secondaires.

L'usage immodéré de sondages et l'appel au vote utile créent les conditions de la défaite de la gauche. La marque de fabrique de la gauche, c'est la priorité accordée au débat d'idées. Le recours aux sondages et au vote utile va l'encontre de ce qui contribue à dessiner l'identité de la gauche.

Sylvie ERBANI - 10 / 04 / 2011

Front de Gauche ou Front de la Gauche ?

Tout semble nous inviter à un rassemblement en urgence de l'ensemble des forces de gauche pour les prochaines échéances nationales de l'an prochain : ampleur des souffrances sociales découlant d'une grave crise économique, montée présentée comme irrésistible du Front National dans les sondages et dans les urnes, accélération d'une politique de classe décomplexée orchestrée par le chef de l'Etat, remise en cause permanente des libertés publiques etc... Une autre solution, qui en réalité est le complément logique de la précédente, consiste à promouvoir le vote utile, sans que ce concept soit clairement défini.

Baucoup de commentateurs ont en tête la reconstitution d'une gauche plurielle bis, c'est-à-dire d'un rassemblement non pas autour du Parti socialiste, mais autour de la ligne majoritaire de la direction de ce parti que l'on peut qualifier de sociale-libérale ou d'accompagnement à la mondialisation. Les principaux favoris des primaires socialistes symbolisent à merveille cette ligne, chacun et chacune avec leur tempérament et leur histoire, qu'il s'agisse de l'actuel président du FMI, de l'ancienne candidate aux dernières présidentielles, de l'actuelle comme de l'ancien premier secrétaire.

Il ne faut pas confondre rassemblement de la gauche de transformation sociale et satellisation des forces de gauche au service d'une ligne sociale-libérale. Autrement dit ne pas assimiler Front de Gauche et Front de la Gauche. Les lignes de démarcation ne passent pas entre partis mais bien davantage à l'intérieur de bon nombre de ces partis. C'est ainsi que les formations de la gauche de transformation sociale sont peuplées d'anciens militants socialistes animés de l'ambition intacte de rester pleinement socialistes et que le Parti socialiste comporte en quantité dans ses rangs d'anciens leaders de la gauche radicale ayant définitivement tiré un trait sur leurs discours révolutionnaires.

Thierry DONGUAT - 12 / 04 / 2011

La proximité et ses contradictions

A entendre la vox populi, les citoyens réclament à cor et à cris davantage de proximité de la part de leurs élus. Ce serait même la condition sine qua non pour que les électeurs retrouvent le chemin des urnes et pour qu'une relation de confiance entre les élus et les citoyens soit de la sorte rétablie. Bien évidemment, il va de soi qu'être proche des préoccupations de la population constitue une priorité pour tout élu politique. Mais la réalité est bien plus com-

pliquée qu'on ne veut bien le croire ou le laisser croire. Les enseignements des dernières élections cantonales de mars 2011 le montrent clairement.

Elles se sont traduites par un très fort taux d'abstention pour des représentants considérés de manière unanime comme des élus de proximité, ce qui avait été d'autant plus mis en évidence par les débats sur la réforme des collectivités territoriales. On a assisté en prime à de très forts scores en faveur de candidats du Front National qui avaient été parachutés dans des cantons qu'ils ne connaissaient pas, dans lesquels ils ne sont venus qu'une fois ou deux faire des distributions express sur les marchés (quand ils n'ont pas totalement déserté le territoire qu'ils convoitaient au moins officiellement !).

Une réflexion plus approfondie mériterait d'être engagée en l'inscrivant dans le cadre plus général du fonctionnement démocratique et de la cohésion de la société. On peut simplement dire ici que la proximité équivaut trop souvent à des demandes excessives de prendre en compte en priorité des intérêts particuliers au détriment de l'intérêt général. Un problème se pose néanmoins avec une telle affirmation, car rien n'est aussi simple qu'on ne le voudrait : cet argument pointant les relents d'égoïsme dans les demandes de proximité est aussi récupéré afin de dévaloriser la parole citoyenne au profit d'experts ou d'élus déconnectés des réalités de terrain. Chose que nous récusons pareillement avec force : impossible de cautionner toute forme de mépris de la parole citoyenne.

Une autre piste doit être également poursuivie. Elle pose la question d'un éventuel discrédit de certains élus locaux en raison, non pas d'insuffisances personnelles, mais des effets collatéraux de la décentralisation. Si cette hypothèse se vérifiait au moins en partie, il s'agirait une fois de plus d'un succès des libéraux. La stratégie de ces derniers consiste à donner l'impression de transférer à l'échelon le plus bas la prise de décision. Donner l'impression, car en réalité la prise de décision ne se fait pas à l'échelon le plus bas (ou rarement), mais seulement la mise en application ou l'accompagnement de la décision. Bien évidemment ce transfert de compétences ne se faisant pas avec un transfert équivalent en terme de moyens financiers, c'est mettre en porte à faux les élus locaux concernés vers qui se dirigent désormais colères et revendications des citoyens. Et quand on voit que les présidents de région socialiste réclament instamment par l'intermédiaire d'Alain Rousset l'Acte III de la décentralisation, il y a de quoi vraiment s'inquiéter... Car c'est instaurer la mise en concurrence des territoires et ranger au rayon des vieilleries la notion de péréquation.

Francis DASPE - 18 / 04 / 2011

Les débats de l'AGAUREPS-Prométhée

A Langon, le 28 / 04 / 2011

Chers camarades,

L'AGAUREPS-Prométhée vous convie à une réunion publique

le Jeudi 12 mai 2011
à Bazas

salle Gérard Bonnac

à partir de 20h30

Ordre du jour :

Débat d'actualité

| Introduction de Patrice KADIONIK

> **Nouvelles méthodes de management : intensification et malaise au travail**

Débat général : Préservation et extension de la laïcité

| Introduction de Francis DASPE

Amitiés républicaines et sociales.

Pour l'AGAUREPS-Prométhée, le Secrétaire général Francis Daspe

Tél : 06 07 34 33 81

NB : La réunion se terminera par le verre de l'amitié

AGAUREPS-Prométhée

ASSOCIATION POUR LA GAUCHE RÉPUBLICAINE ET SOCIALE

• Chez Francis Daspe - 36 cours des Fossés Appt B 3 - 33120 LANGON
• Tél : 05 56 76 87 66 - Courriel : contact@agaureps.org - Site internet : www.agaureps.org

FICHE D'ADHESION ANNEE 2011

NOM :

Prénom :

Date et lieu de naissance :

Adresse :

Numéro(s) téléphone(s) :

Courriel :

Profession :

Le montant de l'adhésion annuelle est fixé à **10 Euros**. Le règlement peut se faire en espèces ou par chèque à l'ordre de l'AGAUREPS-Prométhée. Envoyer tout courrier à l'adresse indiquée en en-tête.